

mazars

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0)1 49 97 60 01
www.mazars.fr

 **Grant Thornton**

29, rue du Pont
92200 Neuilly sur seine
France
Tél : +33 (0) 1 41 25 85 85 – Fax : +33 (0) 1 46 37 67 07
www.grantthornton.fr

Ipsos

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
à Directoire et Conseil de Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS Nanterre N° 784 824 15

GRANT THORNTON
SAS d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
29, rue du Pont
92200 Neuilly sur seine
Capital social de 2 297 184 euros – RCS Nanterre N° 632 013
843

Ipsos SA

Société anonyme
RCS Paris 304 555 634

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de la société Ipsos,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ipsos relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail

à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(Notes 5.2 et 7.1 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié

Au 31 décembre 2021, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1 397 M€. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué dans la note 5.2 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur recouvrable des titres de participation est la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilité et la juste valeur :

- La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs ;
- La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou sur des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes et tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Compte tenu de l'importance significative de la valeur des titres de participation au bilan, de la sensibilité des modèles aux variations de données et des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et jugements de la direction, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation comme un point clé de notre audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des processus mis en place par la direction pour évaluer la valeur d'utilité des titres de participation et examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation, notamment s'agissant de la détermination des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus ;

- Vérifier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- Comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données sources par entité ainsi que les résultats des travaux d'audit sur ces filiales ;
- Tester par sondages l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs retenues par la société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ipsos SA par votre assemblée générale du 31 mai 2006 pour Grant Thornton SA et du 24 avril 2017 pour Mazars SA.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Grant Thornton était dans la seizième année de sa mission sans interruption et Mazars dans la cinquième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

Mazars

Courbevoie, le 17 mars 2022

GRANT THORNTON

Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 2022

Isabelle MASSA

Julien MADILE

Solange AÏACHE

Comptes annuels sociaux– Ipsos SA

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

1	Compte de Résultat	2	7.7	Capitaux propres	12
2	Bilan	3	7.8	Provisions pour risques	13
3	Tableau des flux de trésorerie	4	7.9	Emprunts et dettes financières	13
4	Faits marquants de l'exercice	5	7.10	Dettes d'exploitations	14
5	Règles et méthodes comptables	5	7.11	Dettes diverses	14
5.1	Immobilisations incorporelles et corporelles	5	8	Engagements financiers et autres informations	15
5.2	Immobilisations financières	5	8.1	Engagements financiers	15
5.3	Créances	6	8.2	État des produits à recevoir et charges à payer	15
5.4	Engagements de retraite	6	8.3	Informations concernant les entreprises liées	16
5.5	Valeurs mobilières de placement et actions propres	6	8.4	Instruments financiers	16
5.6	Opérations en devise	6	8.5	Effectif moyen	16
6	Notes sur le compte de résultat	7	8.6	Rémunération des dirigeants	17
6.1	Ventilation du chiffre d'affaires	7	8.7	Événement post-clôture	17
6.2	Résultat exceptionnel	7	8.8	Engagements de retraite	17
6.3	Impôt sur les bénéfices	7	9	Engagements financiers hors bilan	18
7	Notes sur le Bilan	9	9.1	Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées	18
7.1	Immobilisations financières	9	10	Plans d'attribution gratuite d'actions	18
7.2	Créances	11			
7.3	Valeurs mobilières de placement et actions propres	11			
7.4	Charges constatées d'avance	12			
7.5	Charges à répartir	12			
7.6	Écart de conversion sur créances et dettes étrangères	12			

Comptes annuels sociaux – Ipsos SA

1 Compte de Résultat

Exercice clos le 31 décembre 2021

En euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Production vendue de services		376 619	383 537
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	6.1	376 619	383 537
Reprises sur amortissements et provisions transferts de charges		3 060 076	5 434 232
Autres produits (Redevances de marques)		34 325 983	34 331 885
Produits d'exploitation		37 762 680	40 149 654
Autres achats et charges externes		3 171 128	3 177 068
Impôts taxes et versements assimilés		309 276	869 866
Salaires et traitements		2 188 265	948 549
Charges sociales		761 024	395 893
Dotations aux amortissements et provisions		2 080 560	3 896 733
Autres charges		3 410 657	1 308 814
Charges d'exploitation		11 920 913	10 596 926
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		25 841 767	29 552 728
Produits financiers de participation		140 869 588	102 398 636
Autres intérêts et produits assimilés		119 692	1 017 632
Reprises sur provisions et transferts de charges		6 250 870	36 646 428
Différences positives de change		35 517 622	4 225 461
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		-	-
Produits financiers		182 757 772	144 288 159
Dotations financières aux amortissements et provisions	7.6	11 142 074	6 341 590
Intérêts et charges assimilées		13 698 087	24 686 930
Différences négatives de change		633 279	61 273 400
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		614 176	33 144
Charges financières		26 087 616	92 335 064
RÉSULTAT FINANCIER		156 670 156	51 953 095
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		182 511 922	81 505 823
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital		24 804	1 845
Reprises sur provisions			
Produits exceptionnels		24 804	1 845
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		-	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		57	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	12 381
Charges exceptionnelles		57	12 381
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	6.2	24 747	(10 536)
Impôt sur les bénéfices	6.3	3 150 739	(971 147)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		179 385 931	82 466 434

2 Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2021

En euros	Notes	31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Concessions brevets, marques et droits similaires		-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	5.2				
Participations		1 396 645 213	90 720	1 396 554 493	1 395 876 071
Créances rattachées à des participations		25 930 118	-	25 930 118	13 096 239
Autres immobilisations financières		-	-	-	9 226 391
ACTIF IMMOBILISÉ		1 422 575 331	90 720	1 422 484 611	1 418 198 700
CRÉANCES	5.3				
Créances clients et comptes rattachés		2 654 130	1 101 692	1 552 438	728 669
Autres créances		62 878 912		62 878 912	43 652 209
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 512 173)	5.5	1 468 418		1 468 418	1 157 787
Disponibilités		61 144 404		61 144 404	50 287 025
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Charges constatées d'avance	0	10 351		10 351	9 849
ACTIF CIRCULANT		128 156 215	1 101 692	127 054 523	95 835 538
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7.5	1 301 129		1 301 129	1 669 495
Écart de conversion actif	7.6	11 142 074		11 142 074	6 250 870
Total Actif		1 563 174 749	1 192 412	1 561 982 339	1 521 954 603
Capital social, dont versé : 11 109 059		11 109 059		11 109 059	11 109 059
Primes d'émission, de fusion, d'apport		509 621 613		509 621 613	517 217 160
Réserve légale		1 133 406		1 133 406	1 133 406
Réserves statutaires ou contractuelles		49 654		49 654	49 654
Réserves réglementées					
Autres réserves		4 214		4 214	4 214
Report à nouveau		205 431 639		205 431 639	163 207 907
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		179 385 931		179 385 931	82 466 434
Provisions réglementées		49 948		49 948	49 948
CAPITAUX PROPRES	7.7	906 785 465	0	906 785 465	775 237 782
Provisions pour risques	7.8	12 125 355		12 125 355	6 736 901
Provisions pour charges					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		12 125 355	0	12 125 355	6 736 901
DETTES FINANCIÈRES	7.9				
Autres emprunts obligataires		329 281 043		329 281 043	327 211 702
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		150 883 444		150 883 444	206 594 387
Emprunts et dettes financières divers		6		6	974 617
DETTES D'EXPLOITATION	7.10				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 673 342		1 673 342	2 960 035
Dettes fiscales et sociales		398 252		398 252	307 998
DETTES DIVERSES	7.11				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		155 640 311		155 640 311	184 038 528
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Produits constatés d'avance					
DETTES		637 876 399	0	637 876 399	722 087 267
Ecart de conversion passif	7.6	5 195 119		5 195 119	17 892 653
TOTAL PASSIF		1 561 982 339	0	1 561 982 339	1 521 954 603

3 Tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2021

en Keuros	Exercice 2021	Exercice 2020
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	179 386	82 466
Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie	-	-
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices	-	12
Variation des autres provisions	3 430	(32 193)
Variation de la prime de fusion	-	-
Autres éléments	1 538	19 411
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	184 354	69 697
Diminution (augmentation) des créances clients	324	8 002
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(1 295)	1 242
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	(52)	(2 463)
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	(71 495)	122 420
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(72 518)	129 202
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	111 837	198 899
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition (diminution) de titres de participation	(678)	(2 426)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	-	-
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières	2 098	2 720
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(956)	956
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	464	1 251
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	-	-
Diminution (augmentation) des actions propres	(131)	(223)
Emission d'emprunts à long terme	75 501	79 325
Remboursement d'emprunts à long terme	(137 182)	(245 031)
Frais d'émission d'emprunts	368	332
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	(39 820)	(19 771)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(101 263)	(185 368)
Disponibilités à l'ouverture	50 933	36 151
Variation nette de la trésorerie	11 037	14 782
DISPONIBILITES A LA CLOTURE	61 970	50 933

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2021

4 Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2021 sont décrits ci-dessous :

- Aucun fait marquant au cours de l'exercice.

5 Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général.

Les comptes annuels intègrent les dispositions du règlement 2015-05 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture dont l'application est obligatoire à compter de l'exercice 2017.

Le règlement, qui a pour objectif de préciser les modalités de comptabilisation des instruments financiers à terme et des opérations de couverture, est sans impact significatif sur les comptes annuels d'IPSOS SA.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, selon la durée de vie prévue :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| ○ logiciels informatiques | 1 à 3 ans |
| ○ agencements et installations | 10 ans |
| ○ matériel de bureau et informatique | 1 à 3 ans |
| ○ mobilier de bureau | 5 à 10 ans |

5.2 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les créances rattachées aux participations regroupent les prêts à long ou moyen terme et les avances consolidables destinées à être ultérieurement capitalisées, consentis à des sociétés dans lesquelles l'entreprise possède une participation.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur la quote-part des capitaux propres de la filiale ou des multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes, tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les acquisitions réalisées par le Groupe le sont exclusivement dans le domaine des études. En conséquence, le Groupe acquiert des sociétés de service dont la valeur est estimée non pas en considération des actifs corporels mais en fonction de sa position actuelle et future sur le marché des études tant en termes de propension à générer du bénéfice que de sa faculté à exploiter l'expérience acquise dans ce métier.

La société a retenu l'option de comptabiliser les frais d'acquisition sur les titres de participation à l'actif dans le coût d'entrée de ces titres de participation conformément à l'avis du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-C du 15 juin 2007.

5.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour créance douteuse est enregistrée au cas par cas, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances mis en place.

5.4 Engagements de retraite

Après calcul des engagements de retraite selon la méthode rétrospective, il ressort que ceux-ci ne sont pas significatifs. Ils sont présentés en Engagement Hors bilan (cf Note 8.8).

5.5 Valeurs mobilières de placement et actions propres

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'achat. Une provision est pratiquée lorsque la valeur de fin d'exercice est inférieure à la valeur d'achat.

5.6 Opérations en devise

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

Par ailleurs, et conformément à l'article 420-6 du Plan Comptable Général, il n'est pas constitué de provision pour perte de change pour les emprunts affectés à l'acquisition de titres de participations de sociétés payés avec la même devise que celle de l'emprunt.

Les instruments financiers SWAP de taux sont évalués à leur valeur de marché. Les plus ou moins-values latentes sont prises en compte dans le résultat de l'exercice (application de la règle du Mark to market).

6 Notes sur le compte de résultat

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

En euros	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
Personnel facturé	276 776		276 776	276 776
Frais facturés	99 843		99 843	106 762
Total	376 619		376 619	383 538

6.2 Résultat exceptionnel

en euros	Charges	Produits
Nature des charges et produits		
Produits exceptionnel divers (1)		24 804
Amortissement dérogatoires		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	57	
TOTAL	57	24 804

(1) Annulation d'une dette constatée à tort avec une filiale.

6.3 Impôt sur les bénéfices

6.3.1 Périmètre d'intégration fiscale

Notre société en vertu d'une adhésion pour 5 exercices, en date du 30 octobre 1997, renouvelée par tacite reconduction, participe au Groupe fiscal organisé ainsi :

- o Ipsos SA : société "tête de Groupe"
- o Filiales intégrées : Ipsos (France), Popcorn Media, Ipsos Observer, Espaces TV Communication, Synthésio SAS

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA est réparti de la manière suivante :

- o Pour les filiales intégrées : elles prennent en charge l'impôt qui aurait été le leur en l'absence d'intégration fiscale,
- o Pour la société tête de groupe fiscal : elle prend à sa charge (ou à son profit), la différence entre l'impôt Groupe et la somme des impôts (contribution 3,3% incluse) déterminés par les filiales intégrées fiscalement.

L'impôt Groupe fiscal Ipsos SA s'analyse ainsi :

en euros	Montant
Impôt dû au titre d'Ipsos Observer	
Impôt dû au titre d'Ipsos France	740 660
Impôt dû au titre de Popcorn	256 218
Impôt dû au titre d'Espace TV	140 581
Impôt dû au titre de Synthésio SAS	
Impôt dû au titre de Synovate	
Impôt dû / (à recevoir) au titre d'Ipsos SA	2 013 280
Impôt Ipsos dû par le Groupe	3 150 739

6.3.2 Répartition de l'impôt sur les bénéfices

en euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	182 511 922	3 150 739	179 361 183
Résultat exceptionnel (1)	24 747		24 747
RESULTAT COMPTABLE	182 536 669	3 150 739	179 385 930

(1) Annulation d'une dette constatée à tort avec une filiale.

6.3.3 – Situation fiscale différée et latente

en euros	Montant
DETTE FUTURE D'IMPÔT SUR:	
Ecart de conversion actif	2 785 518
TOTAL ACCROISSEMENTS	2 785 518
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR:	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante):	233 581
Organic	
Ecart de conversion passif	1 298 780
Provision pour perte de change	2 813 512
TOTAL ALLEGEMENTS	4 345 873
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 560 355

7 Notes sur le Bilan

7.1 Immobilisations financières

7.1.1 Mouvements de l'exercice 2021

en euros	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2021
Participations (1)	1 395 966 791	678 422	-	-	1 396 645 213
Créances rattachées à des participations	13 096 239	12 833 879,00	-	-	25 930 118
Autres immobilisations financières	9 226 391		(9 226 391)	-	-
Valeur Brute	1 418 289 421	13 512 301	(9 226 391)	-	1 422 575 331
Provisions sur titres de participations	90 720	-	-	-	90 720
Provisions sur autres immobilis. Financières	-	-	-	-	-
Amortissement et dépréciation	90 720	-	-	-	90 720
Valeur Nette	1 418 198 701	13 512 301	(9 226 391)	-	1 422 484 611

(1) Voir 7.1.2.1

7.1.2 Échéancier des créances financières

en euros	Montant brut	1an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	25 930 118	25 930 118	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Total	25 930 118	25 930 118	-

7.1.2.1 Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres avant affectation du résultat et hors capital	Quote- part %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis		CA HT 2021	Résultat 2021	Dividendes encaissés sur 2021
				Brute	Nette	Brute	Nette			
Ipsos France	43 710	3 528	100,00%	65 898	65 898			102 017	4 750	-
Ipsos STAT SA	1 722	1 638	52,67%	815	815			-	3 269	2 212
Ipsos Ocean Indien	50	115	50,40%	528	528			1 322	(124)	-
Ipsos Antilles	188	(207)	100,00%	917	826			429	(446)	-
Ipsos Strategic Puls SAS	37	(4)	100,00%	10 308	10 308			-	(2)	-
Ipsos MORI UK Ltd	1 515	18 845	99,90%	5 765	5 765			257 560	16 400	11 789
Price Search	30	(2 593)	100,00%	3 574	3 574			-	3 915	3 930
Ipsos Interactive Services Ltd	320	3 437	100,00%	10 792	10 792			(9)	1 286	1 400
Ipsos EMEA Holding Limited	120	81 801	100,00%	308 725	308 725			-	10 169	6 384
Ipsos Limited	1 000	694	100,00%	1 564	1 564			5 164	168	130
Ipsos GmbH	562	11 522	100,00%	28 085	28 085			57 718	(4 142)	-
Trend.test GmbH	100	500	100,00%	67	67			4 587	(413)	-
Ipsos Srl	2 000	12 409	100,00%	27 334	27 334			55 389	2 976	489
Ipsos Iberia, SA	61 937	3 722	100,00%	65 221	65 221			20 120	1 854	1 500
Ipsos Holding Belgium	593 429	6 359	100,00%	593 429	593 429			-	158 655	53 786
IPSOS HUNGARY ZRT	42	261	100,00%	8 264	8 264			3 757	128	-
APEME	150	(30)	25,00%	586	586			1 566	(17)	-
Ipsos America, Inc.	15 059	(384 687)	100,00%	96 199	96 199	25 930	25 930	-	(35 133)	55 135
Ipsos Argentina	1 745	(4 901)	0,00%	-	-			6 213	5 400	-
Ipsos CCA Inc	2 285	2 981	100,00%	3 973	3 973			8	2 572	-
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	22	(219)	100,00%	952	952			1 471	101	-
Ipsos TMG SA	(15)	432	49,00%	477	477			-	434	-
Ipsos Asia Limited	628	64 929	0,00%	-	-			16 895	192	-
Ipsos Limited	0	1 442	100,00%	0	0			8	1 560	1 650
Ipsos Asia Ltd	(116)	116	100,00%	54 138	54 138			-	-	-
Ipsos Pte Ltd	7 017	1 041	100,00%	2 131	2 131			23 712	2 027	-
Ipsos China Limited	2	14 693	100,00%	8	8			19 451	3 200	-
Ipsos Co., Ltd	2 601	3 662	100,00%	3 086	3 086			32 786	3 903	-
PT Ipsos Market Research	191	3 561	85,83%	308	308			10 034	986	-
IPSOS SDN BHD	368	5 753	99,99%	379	379			21 307	2 557	1 000
Ipsos LLC	36	3 809	51,00%	58	58			5 818	549	-
Ipsos Pty Ltd	8 163	(4 587)	100,00%	7 022	7 022			14 356	722	-
Ipsos Public Affairs Pty Ltd	161	3 727	100,00%	3 513	3 513			13 294	1 124	-
Apoyo Pérou	753	2 539	21,73%	54	54			9 399	261	-
AGB STAT Ipsos SAL	118	(257)	30,00%	42	42			530	(62)	-
Ipsos NPD Inc.	4 914	(1 498)	100,00%	4 971	4 971			-	(106)	-
Ipsos Corp.	31 329	(23 445)	100,00%	33 415	33 415			-	(8 837)	-
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	4 986	(646)	10,86%	1 699	1 699			8 842	400	-
Ipsos Sp. z o. o.	2 004	546	100,00%	2 386	2 386			15 146	1 488	1 011
Ipsos AB	19	974	100,00%	6 026	6 026			19 050	1 150	-
Ipsos Central Eastern Europe	4	(4)	0,00%	3 437	3 437			-	-	-
Ipsos Comcon LLC	514	20 364	100,00%	3 202	3 202			40 011	8 516	-
IPSOS s.r.o.	777	7 919	79,20%	3 961	3 961			26 411	1 463	-
Ipsos SA	72	1 177	51,70%	65	65			44 254	4 249	453
Ipsos Research Pvt.Ltd	337	13 879	100,00%	7 523	7 523			30 395	5 001	-
Ipsos	624	3 319	60,00%	17 215	17 215			23 194	6 005	-
Ipsos Nigeria Limited	158	2 073	80,00%	90	90			5 972	863	-
Ipsos (East Africa) Limited	(7) 7		30,00%	79	79			-	-	-
Ipsos-Opinion S.A	24 (1 321)		100,00%	32	32			1 113	(86)	-
Ipsos Digital S.R.L.	10 (1 224)		100,00%	4 990	4 990			1 500	1 106	-
Synovate SRO	1 (1)		100,00%	1 403	1 403			-	-	-
Autres										
TOTAL				1 394 711	1 394 621	25 930	25 930			140 870

7.2 Créances

7.2.1 Échéancier des créances

en euros	Montant brut	1an au plus	Plus d'un an
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 654 130	2 654 130	
Personnel et comptes rattachés	16 174	16 174	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	935 921	935 921	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	494 131	494 131	
Groupes et associés	521 023	521 023	
Débiteurs divers (1)	60 911 631	60 911 631	
Charges constatées d'avance	10 351	10 351	
Total	65 543 361	65 543 361	-

(1) Refacturation de 60,78 M€ aux filiales au titre de la livraison des actions gratuites aux salariés de celles-ci.

7.2.2 Provisions pour dépréciations clients

en euros	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Provisions pour dépréciations des comptes de clients	3 060 029	1 101 692	(3 060 029)	1 101 692
Total Provisions	3 060 029			1 101 692

7.3 Valeurs mobilières de placement et actions propres

Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2021, le poste valeurs mobilières de placement au bilan se détaille comme suit :

en euros	Total 31/12/2020	Total 31/12/2021
Actions Propres	512 126	642 693
Valeur mobilière de placement	645 638	825 725
Total	1 157 764	1 468 418

- **Actions propres détenues en direct :**

- Au 31 décembre 2021, Ipsos SA ne détient pas d'actions propres. La valeur de l'action Ipsos au 31 décembre 2021 est de 41.25 euros.

- **Actions propres détenues au travers d'un contrat de tenue de marché :**

- Le 31 décembre 2021, Ipsos SA détient au travers d'un contrat de tenue de marché 15 581 actions propres à 41.25 euros.

7.4 Charges constatées d'avance

en euros	31/12/2021	31/12/2020
CHARGES D'EXPLOITATION		
CCA divers	-	-
CCA assurance	10 351	9 849
Total	10 351	9 849

7.5 Charges à répartir

en euros	31/12/2020	Augmentations	Amortissements	31/12/2021
frais émission emprunts	1 669 495	-	368 366	1 301 129
Total	1 669 495	-	368 366	1 301 129

7.6 Écart de conversion sur créances et dettes étrangères

en euros	Actif Perte latente	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations financières			
Créances nettes			
Dettes financières	9 604 164	9 604 164	5 173 552
Dettes d'exploitation	1 537 910	1 537 910	21 567
Total	11 142 074	11 142 074	5 195 119

7.7 Capitaux propres

7.7.1 Composition du capital social

	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	44 436 235	-	-	0.25
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-
Diminution de capital	-	-	-	0.25
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

7.7.2 Capitaux propres

en euros	Capital	Primes	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2020	11 109 059	517 217 159	1 187 274	163 207 907	49 948	82 466 434	775 237 781
Autres				(422 873)			(422 873)
Provisions réglementées							-
Diminution de capital par annulation d'action							-
Diminution de capital par émission d'action d'apport							-
Augmentation de capital par levées d'option		(7 595 546)					(7 595 546)
Augmentation de capital par incorporation du report à nouveau							-
Prime de fusion							-
Dividendes distribués				(39 819 827)			(39 819 827)
Affectation du résultat				82 466 434		(82 466 434)	-
Résultat de l'exercice						179 385 931	179 385 931
Solde au 31/12/2021	11 109 059	509 621 613	1 187 274	205 431 641	49 948	179 385 931	906 785 466

7.8 Provisions pour risques

en euros	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Provisions pour pertes de change	6 250 870	11 142 074	(6 250 870)	11 142 074
Autre provision pour risque	486 031	983 281	(486 031)	983 281
Total Provisions pour risques et charges	6 736 901	12 125 355	(6 736 901)	12 125 355

7.9 Emprunts et dettes financières

La Prime de remboursement d'emprunt est amortie sur la durée de l'emprunt.

7.9.1 Variation des emprunts et dettes financières

en euros	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Change	Reclassement	31/12/2021
Autres emprunts obligataires	327 211 702	29 500	-	2 039 841	-	329 281 043
Emprunts et dettes financières	206 594 387	75 501 233	(137 264 140)	6 051 964	-	150 883 444
Emprunts et dettes financières divers	974 617	-	(974 617)	-	-	-
Total	534 780 706	75 530 733	(138 238 757)	8 091 805	-	480 164 487

7.9.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	329 281 043	29 281 043	300 000 000	
Emprunts et dettes financières	150 883 444	168 974	90 141 360	60 573 110
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Total	480 164 487	29 450 017	390 141 360	60 573 110

7.10 Dettes d'exploitations

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 673 342	1 673 342		
Personnel et comptes rattachés	106 883	106 883		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	125 112	125 112		
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	42 813	42 813		
Etat : obligations cautionnées	-	-		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	123 443	123 443		
Total	2 071 593	2 071 593	-	-

7.11 Dettes diverses

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Groupe et associés	2 465	2 465		
Autres dettes	155 637 846	155 637 846		
Total	155 640 311	155 640 311	-	-

¹ Dont 60.78 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

8 Engagements financiers et autres informations

8.1 Engagements financiers

Engagements donnés (en euros)	31/12/2021	31/12/2020
Lettres de confort / Garanties	72 154 955	83 357 148
Engagement de rachat des minoritaires / Actionnaires	50 809 000	23 120 722
Total	122 963 955	106 477 870

8.2 État des produits à recevoir et charges à payer

en euros	31/12/2021	31/12/2020
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	-	-
Clients - Factures à établir	-	-
AUTRES CREANCES	-	-
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	-	-
Dividendes à recevoir	-	-
Total des produits à recevoir	-	-
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 962 298	3 014 548
Intérêts courus sur emprunts	2 962 298	3 014 548
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	1 180 581	2 142 517
Factures non parvenues	1 180 581	2 142 517
AUTRES DETTES	-	-
Clients – Avoirs à établir	-	-
DETTES FISCALES ET SOCIALES	142 189	88 159
Provision pour congés payés	73 854	49 792
Provision prime de vacances	6 061	6 233
Provision taxe d'apprentissage	17 739	-
Provision formation continue	7 614	6 200
Provision pour charges sur congés payés	33 234	22 406
Provision pour charges sur prime de vacances	2 727	2 805
Dettes provisionnées	900	659
Etat – Autres charges	-	-
Etat – Provision pour charges sur prime	60	62
AUTRES DETTES	60 782 993	37 253 386
Charges à payer (1)	60 782 993	37 253 386
Total des charges à payer	65 068 061	42 498 610

¹ Dont 60.78 millions d'euros correspondant à des actions Ipsos à livrer aux salariés du Groupe Ipsos dans le cadre des plans d'actions gratuites.

8.3 Informations concernant les entreprises liées

en euros	Entreprises liées	Participations (1)	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Participations		1 396 554 493	
Créances rattachées à des participations		25 930 118	
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés	880 754	671 943	
Autres créances	334 000	778 131	61 766 781
DETTES			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 778	1 290	1 650 274
Autres dettes	1 109 479	94 431 505	60 099 327
CHARGES FINANCIERES			
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations			
Dotation provision dépréciation titres		90 720	
Dotation et reprise de provision autres créances			
Interets des emprunts	11 923		
Abandons de créances			
PRODUITS FINANCIERS			
Intérêts de la période des comptes courants			

¹Filiales détenues directement par Ipsos SA

8.4 Instruments financiers

en euros	31/12/2021	31/12/2020
Des swaps de taux d'intérêt ont été mis en place afin de couvrir les échéances de paiement des intérêts. Au 31 décembre 2021, les en-cours de swaps de taux avaient une valeur de marché de 0 euros	-	-

8.5 Effectif moyen

Effectif	Personnel	Personnel à la disposition de l'entreprise
Cadres	2	-
Total	2	-

8.6 Rémunération des dirigeants

En 2021, la rémunération totale et les avantages en nature versés par la société aux dirigeants s'élèvent à 1 295 771 euros.

8.7 Événement post-clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

8.8 Engagements de retraite

Les engagements de retraite d'Ipsos SA s'élèvent à 306 145 euros au 31 décembre 2021.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation de 0.36%.

31/12/2020	31/12/2021
Cadres et Non Cadres	Cadres et Non Cadres
Départ volontaire : 100%	Départ volontaire : 100%
Âge de départ : 60-67 ans	Âge de départ : 60-67 ans
Taux de charges sociales : 50%	Taux de charges sociales : 50%
Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite	Indemnité de fin de carrière : selon convention Syntec départ à la retraite
Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)	Taux de Turn-Over : spécifique Ipsos selon catégorie (0 après 50 ans)
Table de mortalité : Insee 2018	Table de mortalité : Insee 2020
Taux de progression des salaires : 1.5%/ an	Taux de progression des salaires : 1.2%/ an
Taux d'actualisation : 0.77% Corporate AA = 10 ans	Taux d'actualisation : 0.36% Corporate AA = 10 ans

9 Engagements financiers hors bilan

9.1 Engagements financiers reçus hors bilan : lignes de crédit reçues et non tirées

en euros	31/12/2021	31/12/2020
Inférieur à un an	247 500 000	67 500 000
Entre 1 et 5 ans	286 000 000	523 500 000
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	533 500 000	591 000 000

10 Plans d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA procède, comme chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et internationaux, dirigeants mandataires sociaux et salariés d'Ipsos. Avant le plan mis en œuvre en 2018, ces actions n'étaient acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social d'Ipsos à cette date. À compter de 2018, la période d'acquisition a été portée à trois ans.

- En mai 2021, Ipsos SA a effectué la livraison de 343 081 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites de mai 2018. Le prix d'exercice par action était de 31.24€
- En novembre 2021, Ipsos SA a effectué la livraison de 51 671 actions gratuites aux salariés dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites de novembre 2018. Le prix d'exercice par action était de 23.50€

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature des actions	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribuées initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2021	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2021
04/05/2018	Actions ordinaires	1 006	394 398	04/05/2021	349 065		(5 984)	-	(343 081)	-
15/11/2018	Actions ordinaires	30	54 205	15/11/2021	51 671		-	-	(51 671)	-
Sous-Total 2018 Plan		1 036	448 603		400 736		(5 984)	-	(394 752)	-
27/02/2019	Actions ordinaires	54	44 062	27/02/2022	30 996		(15 914)	-	-	15 082
28/05/2019	Actions ordinaires	1 110	440 127	28/05/2022	414 229		(20 254)	-	-	393 975
Sous-Total 2019 Plan		1 164	484 189		446 922		(37 865)	-	-	409 057
28/05/2020	Actions ordinaires	1 086	715 075	28/05/2023	705 723		(35 161)	-	-	670 562
Sous-Total 2020 Plan		1 086	715 075		705 723		(35 161)	-	-	670 562
31/03/2021	Actions ordinaires	308	162 062	31/03/2024	-	162 042	(6 627)	-	-	155 435
27/05/2021	Actions ordinaires	980	431 806	27/05/2024	-	431 806	(5 634)	-	-	426 172
Sous-Total 2021 Plan		1 288	593 868		-	593 868	(12 261)	-	-	581 607
Total des plans d'attribution gratuite d'actions					1 551 684	593 868	(91 271)	-	(394 752)	1 661 226